

RWANDA

Les délégués d'Amnesty International de retour du Rwanda signalent une nouvelle vague de violations des droits de l'homme

Index AI : AFR 47/10/97

Embargo : mercredi 19 février 1997 à 00 h 01 GMT

« Le nombre de violations des droits de l'homme a sensiblement augmenté au Rwanda depuis le retour massif des réfugiés renvoyés de force du Zaïre et de Tanzanie en novembre et en décembre 1996 », a déclaré ce jour (mercredi 19 février 1997) une délégation d'Amnesty International de retour du Rwanda.

La délégation a constaté une évolution inquiétante de la situation, notamment une augmentation du nombre des exécutions illégales imputables à l'Armée patriotique rwandaise (APR), en particulier dans le cadre d'opérations de représailles. Se sont également multipliés les homicides arbitraires et délibérés de civils par des groupes armés qui seraient composés de soldats de l'ancienne armée rwandaise et de membres de la milice Interahamwe ("Ceux qui combattent ensemble"), les meurtres de civils hutu par des civils tutsi et les "disparitions".

« Des meurtres sont commis presque chaque jour au Rwanda, notamment dans les régions du Nord et de l'Ouest. On estime à plusieurs centaines le nombre de personnes tuées depuis le début de l'année ; il s'agit pour la plupart de civils non armés, parmi lesquels de jeunes enfants », ont déclaré les délégués d'Amnesty International.

La région de Ruhengeri, située dans le nord-ouest du pays, a été particulièrement touchée par cette nouvelle vague d'atteintes aux droits de l'homme. Ainsi, à Kinigi, au moins 20 civils tutsi ont été tués le 25 janvier par des hommes armés qui étaient, semble-t-il, d'anciens membres des forces armées ou des milices rwandaises. Le lendemain, au moins 140 personnes ont trouvé la mort dans une attaque lancée, à titre de représailles semble-t-il, par des civils tutsi. Ce massacre aurait été perpétré en présence de soldats de l'APR qui n'ont apparemment rien fait pour protéger les victimes.

À la suite de l'homicide de trois membres espagnols de l'organisation Médecins du monde, à Ruhengeri, le 18 janvier, de nombreux civils sans défense auraient été tués par des soldats de l'APR lors d'opérations menées dans la région pour rechercher les coupables.

Selon certaines sources, le 4 janvier, à Nkumba (préfecture de Ruhengeri), des soldats de l'APR ont encerclé une maison dans laquelle ils pensaient trouver des agents infiltrés, avant de tuer au moins 55 civils sans défense.

À la mi-janvier, lors de deux massacres distincts, au moins 60 réfugiés de retour de Tanzanie ont été battus à mort par des civils tutsi, à Rusumo (préfecture orientale de Kibungo). D'après les informations recueillies, certains corps ont été retrouvés dans des fossés, d'autres dans des latrines. Plusieurs arrestations auraient eu lieu à la suite de ces tueries. Par ailleurs, une vingtaine de personnes auraient "disparu" dans la région à peu près à la même époque.

Des familles tutsi et hutu soupçonnées de collaborer avec le pouvoir en place en dénonçant les agents infiltrés ont été prises pour cibles par des groupes alliés à l'ancienne armée rwandaise. Ainsi, à Taba, non loin de Kigali, une vingtaine de personnes au total ont été tuées le 25 décembre et le 5 janvier. Le 9 février, au moins 11 Tutsi ont, semble-t-il, été abattus, à Tare (également à proximité de Kigali) après avoir été contraints de descendre de leurs véhicules.

Plusieurs membres de l'ancienne armée rwandaise récemment revenus du Zaïre ont également été

tués, certains en détention, d'autres chez eux avec leurs familles. On ne connaît pas toujours l'identité des meurtriers. Entre le 18 et le 23 janvier, un ancien commandant, Jean de Dieu Bizabarimana, sa femme et leurs enfants ont été tués à Nyarutovu (préfecture de Ruhengeri). L'ancien commandant François-Xavier Uwimana et ses six enfants ont connu le même sort à Nyamgumba (préfecture de Gisenyi).

Cette récente flambée de violence sème la terreur au sein d'une population déjà sur le qui-vive, qui redoute d'éventuelles représailles de part et d'autre depuis que sont rentrés plus d'un million de réfugiés, dont un grand nombre sont soupçonnés d'avoir pris part au génocide de 1994.

« La peur au Rwanda est tangible. Elle rend les gens muets et beaucoup nous ont dit qu'ils n'osaient plus se rendre dans certaines régions. On nous a parlé de meurtres et de "disparitions" inexplicables, y compris dans la capitale, Kigali », ont déclaré les délégués.

Ces craintes affectent tant la population locale que les organisations étrangères. Le meurtre de cinq représentants de l'ONU spécialisés dans les droits de l'homme à Cyangugu, dans le sud-ouest du pays, le 4 février, a eu un effet particulièrement désastreux, empêchant les organisations locales et internationales de mener des enquêtes indépendantes sur les atteintes aux droits de l'homme perpétrées dans certaines régions du pays.

Amnesty International craint que ces événements ne laissent présager une situation dangereuse, dans laquelle des civils sans défense continueront d'être tués en l'absence de tout observateur indépendant susceptible de témoigner.

« Le gouvernement rwandais doit immédiatement prendre des mesures pour empêcher que des actes d'une telle violence ne deviennent une réalité quotidienne », a déclaré Amnesty International.

« Il doit garder le contrôle sur ses propres forces de sécurité et veiller à ce que les agents de l'État impliqués dans des violations des droits de l'homme soient suspendus de leurs fonctions et traduits en justice. Tous les cas de violations doivent faire l'objet d'enquêtes indépendantes et impartiales, dont les résultats doivent être rendus publics. »

Amnesty International appelle également les groupes armés d'opposition à mettre immédiatement un terme aux homicides arbitraires et délibérés de civils sans défense.

« Le gouvernement rwandais ne peut être tenu pour responsable des violences imputables aux groupes armés d'opposition ; néanmoins, il lui incombe de veiller à ce que ses propres forces s'abstiennent de toutes représailles meurtrières » a conclu l'Organisation I